

## Composition de culture générale : Y-a-t-il une place pour la fierté nationale ?

En France, le Front national est arrivé largement en tête dans plusieurs régions lors du premier tour des élections régionales de 2015, et s'impose au fil des élections comme la troisième force politique du pays. En Autriche, le FPÖ a perdu de peu les très récentes élections législatives après avoir séduit quasiment la moitié des électeurs du pays. Aux Etats-Unis, Donald Trump est en tête de la primaire visant à désigner le candidat Républicain lors des prochaines élections présidentielles. Le point commun de ces trois formations ou personnalités politiques : mettre au cœur de leur discours les questions liées à l'identité nationale, en affirmant un rejet fort de l'immigration et une volonté de privilégier leurs compatriotes " de souche " (cf. la " préférence nationale" du FN ou le "America First" de Trump). On assiste donc en ce moment, un peu partout et notamment en Europe, à un retour des nationalismes et à une demande forte de préservation d'identités ressenties comme menacées par la mondialisation, la mise en place d'une Union Européenne politique ou encore l'arrivée de nombreux migrants venus de pays musulmans. Se pose donc aujourd'hui aux pays occidentaux le défi suivant : face à cette sensation de dissolution de l'identité nationale, comment réintroduire une vision positive de l'appartenance collective sans céder aux sirènes du repli identitaire ?

En effet, on a assisté au cours du XX<sup>ème</sup> siècle à une perte du sentiment d'appartenance communautaire. A la défiance vis-à-vis de la Nation et du nationalisme se sont ajoutés une perte des repères dans un contexte mondialisé et une montée de l'individualisme qui a conduit à un morcellement des valeurs. Comment, dès lors, les Etats peuvent-ils fédérer les individus autour d'un projet collectif qui n'implique pas le rejet d'un ennemi, intérieur ou extérieur ? La prise en compte de la diversité au sein même de la Nation et la mise en place d'un projet politique fort peuvent être des pistes de réflexion.

Avant d'aller plus loin, il convient de réfléchir à la notion de Nation. Là où l'Etat est une organisation politique chargée de gérer un territoire, la Nation recouvre une réalité beaucoup plus floue, qui relève plus du sentiment d'appartenance que d'une réalité géographique donnée. Les Romantiques allemands ont beaucoup réfléchi à cette notion. Pour eux, ce qui prime, c'est le Volksgeist, id-est "l'esprit du peuple", qui transparaît notamment dans son folklore. On a également pu définir la Nation comme l'alliance de trois éléments : une langue, un peuple, un territoire. Le problème de cette définition, qui met en avant les spécificités fortes d'une population donnée, c'est qu'elle laisse peu de place pour l'autre. Ainsi, la montée des nationalismes au cours des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles a abouti aux conflits majeurs qui ont ensanglanté l'Europe et le monde au cours du XX<sup>ème</sup> siècle. Une lecture d'extraits de manuels scolaires de l'époque montre bien à quel point la glorification de la Patrie allait de pair avec l'apprentissage de la haine de l'ennemi. La deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> a donc vu se développer une défiance par rapport au nationalisme et à la Nation elle-même, soupçonnée d'entretenir ce climat de haine et de conflit.

Cette deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle a également été marquée par deux évolutions majeures. D'un point de vue économique d'abord, on a assisté à une mondialisation des échanges commerciaux (rendue possible par le développement du transport à bas coût). Cette globalisation des échanges, si elle a permis d'accéder à des biens plus nombreux pour des prix moins élevés, a également amené une mise en concurrence globale des acteurs économiques qui a profondément modifié certains secteurs économiques, et les marchés de l'emploi qui leur sont liés. Ensuite, au niveau politique, on a vu la création et le développement de ce qui est aujourd'hui l'Union Européenne. Structure politique complexe, née à l'origine d'un marché économique commun à six pays, l'Europe doit désormais fixer des règles communes pour faire fonctionner ensemble vingt-cinq Etats aux réalités très différentes. A chacune des étapes de sa mise en place, les populations de ces Etats membres ont exprimé de vives craintes quant à une potentielle perte d'identité. Ce fut le cas à chaque élargissement, notamment lorsqu'il fut question d'intégrer des pays issus de l'ancienne URSS, soupçonnés de ne pas partager les mêmes valeurs que ceux de l'Ouest. L'abandon des monnaies nationales au profit de l'euro en 2002 a également vu s'exprimer de nombreuses angoisses d'une perte symbolique d'identité par cet abandon d'un symbole d'appartenance territoriale. Enfin, le fait que chaque Etat-membre se doive d'appliquer dans sa législation les décisions prises par les instances européennes est vécu par certains comme une perte de souveraineté. Tous ces éléments tendent à fragiliser le sentiment d'appartenance à un projet collectif que peuvent ressentir les habitants d'un même territoire.

D'autre part, les sociétés ont également beaucoup évolué dans la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. On a assisté à une montée de l'individualisme, qui se développe encore aujourd'hui. Pour le socio-anthropologue David Le Breton, les structures collectives traditionnelles, qui offraient un cadre aux individus (partis politiques, syndicats, ...) sont en perte de vitesse et n'arrivent plus à fédérer. Les individus sont désormais seuls face à une exigence d'être "soi", sommés de profiter d'une liberté qu'ils n'ont pas choisie. A chacun, dès lors, de se créer son propre système de valeur. La première conséquence de cet état de fait est, pour les personnes qui n'ont pas de ressources pour assumer cette liberté, une grande souffrance psychique (qui peut les pousser vers un besoin de repli identitaire). La seconde conséquence est la difficulté à regrouper les individus autour de valeurs communes. Même l'Histoire, censée fédérer autour d'un passé collectif, est l'objet d'interprétations contradictoires. On peut citer par exemple les querelles entre ceux qui souhaitent voir mieux reconnu le rôle de la France dans l'esclavage, et ceux qui y voient un "culte de la repentance". Ou encore récemment, à l'occasion du projet de réforme du collège, les oppositions virulentes autour de la manière dont doit s'enseigner l'Histoire. Ou le questionnement sur la nécessité ou non d'inscrire les racines chrétiennes comme fondement de la construction de l'Europe ou de la France.

Ainsi, le XX<sup>ème</sup> et le début du XXI<sup>ème</sup> siècle ont vu se succéder montée, défiance, puis à nouveau montée des nationalismes. Ils ont également vu se développer la crainte des individus face à une société changeante, dont ils ont l'impression de ne plus maîtriser les enjeux, et un morcellement des attentes et des valeurs individuelles. Comment, dès lors, fédérer autour d'un projet commun ? Quel rôle les puissances publiques peuvent-elles jouer pour réinstaurer un sentiment positif d'appartenance ?

En effet, face au morcellement évoqué plus haut, les emblèmes traditionnels de la Nation (drapeau, hymne, ...) peinent à jouer leur rôle unificateur. Il faut trouver d'autres moyens de rassembler, ce qui passe par une vision renouvelée de la Nation et du politique.

Ainsi, un projet commun ne pourra remporter d'adhésion que s'il tient compte de la diversité de la Nation. Car en effet, sur un même territoire se trouvent des personnes aux attentes et aux profils divers. La prise en compte des minorités a notamment souvent posé problème au sein des Etats. Alain EHRENBURG rappelle en passant, dans son livre "La fatigue d'être soi", que la montée de l'individualisme a permis une meilleure reconnaissance des besoins et revendications des minorités. De même, le développement des migrations lié à la mondialisation a amené des personnes d'origines variées à devoir cohabiter au sein d'un même espace. Créer un projet commun passe nécessairement par l'intégration de toutes ces communautés au dessein collectif. Au Volksgeist évoqué plus haut, on peut dès lors opposer le cosmopolitisme revendiqué par les philosophes des lumières. Il s'agit donc de ne plus limiter son appartenance et son identité à un peuple, mais de se sentir citoyen du monde. De chercher non pas ce qui nous sépare des autres, mais ce qui est commun à toute l'humanité. Le penseur et conseiller politique Jérémie RIFKIN pense d'ailleurs que l'humanité est en passe de basculer vers "une civilisation de l'empathie". Les progrès techniques dans le domaine des communications, en permettant une connexion au niveau mondial, vont d'après lui amener à une meilleure compréhension de l'autre, même si celui-ci habite à l'autre bout du monde. Au niveau individuel, il devient donc envisageable de construire ensemble, même si l'autre est différent.

Au niveau de l'Etat, l'urgence est de lutter contre le sentiment de désappropriation politique qui s'exprime fortement parmi les populations, notamment en Europe. On a évoqué plus haut les craintes liées à la construction européenne, avec une vraie défiance qui s'est imposée ces dernières années. Pour le politologue Rafaël GLUKSMAN, c'est en partie la faute des personnalités politiques européennes, qui ont délaissé le terrain du débat d'idée pour se recentrer sur celui de l'économie. Pour lui, les partis nationalistes sont désormais les seuls à se positionner sur le terrain des idées, et à appliquer celles qu'ils revendiquent. On a donc l'impression d'une soumission du champ politique au champ économique, et d'une perte de pouvoir de la représentativité politique. D'autre part, la montée des nationalismes observée aujourd'hui intervient dans un contexte économique particulier, celui d'une crise durable provoquée par l'éclatement de la bulle des subprimes en 2008. Les conséquences de cette crise (chômage, durcissement des conditions de vie) ont accentué le sentiment de perte de repère d'individus dont la position sociale devenait mouvante. Ainsi, construire un projet commun qui ne passe pas par le rejet de "l'autre", quel qu'il soit, implique de rendre à chacun une place dans la société. Ici aussi, cela passe par l'élaboration d'un projet politique

fort, qui ne saurait se limiter à sa seule dimension économique (cette dernière relevant par ailleurs de facteurs qui échappent aujourd'hui à la compétence des seuls Etats.

Il est donc encore possible d'envisager une forme de fierté nationale qui ne s'apparente pas à un repli identitaire. En tenant compte à la fois des leçons du passé et des changements qu'ont subies les sociétés au cours du dernier siècle, il est possible de repenser un modèle qui suscite l'adhésion de tous les citoyens et redonne un sens à leurs actions. A la condition que chacun puisse trouver sa place dans cette vision de la Nation, et que l'organisation politique qui la sous-tend redevienne pleinement "chose publique", et non seulement organisation économique. En recentrant la notion de "valeur" autour de fondamentaux communs à l'Humanité dans son ensemble, il est possible de réorienter la réflexion vers des objectifs à atteindre collectivement plutôt que vers des traces du passé à conserver.